

Brochure n° 3013

**Accord collectif national**

IDCC : 1325. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**  
**Gérants non salariés**

---

**ACCORD DU 27 JUIN 2006**  
**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2006**

NOR : *ASET0651081M*  
IDCC : 1325

Entre :

La fédération nationale des coopératives de consommateurs,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'alimentation, des tabacs et allumettes et des secteurs connexes FGTA-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant vient modifier les rémunérations minimales garanties des gérants-mandataires, les indemnités de réunion, d'heures de délégation et de prise en charge des frais de déplacement et acter diverses dispositions en matière de calendrier des réunions et de connaissance du secteur.

## **Article 2**

### *Minima garantis (art. 5 des statuts)*

Les minima garantis à l'article 5 de l'accord collectif sont les suivants à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2006 :

- succursale d'appoint : 1 345 € ;
- succursale normale : 1 935 €.

## **Article 3**

### *Indemnités (art. 30 des statuts)*

Les indemnités de réunion et des heures de délégation (art. 30, paragraphes 3 et 4), à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2006, sont fixées à :

- heures passées en réunion : 36 € ;
- heures de délégation (membre de CE) : 114 € ;
- heures de délégation (gérants) : 86 € ;
- délégué syndical gérant (établissements de 50 à 150 gérants) : 63 € ;
- délégué syndical gérant (établissements de 151 à 500 gérants) : 86 €.

Les prises en charge forfaitaires des frais de déplacement, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2006, sont fixées à :

- indemnité forfaitaire : 124,44 € (plus de 300 km) ; 41,47 € (moins de 300 km) ;
- indemnité kilométrique : 0,2 €.

## **Article 4**

### *Réunions paritaires*

La négociation paritaire annuelle portant sur la situation des gérants-mandataires et leurs rémunérations minimales devra se tenir au cours des 2 premiers mois de l'année.

Les éléments statistiques seront complétés et leur définition sera revue afin d'apporter une connaissance plus approfondie de la situation des ressortissants de l'accord collectif portant statut des gérants-mandataires.

## **Article 5**

### *Formation professionnelle des gérants-mandataires*

Un projet visant à l'amélioration de la formation professionnelle des gérants-mandataires fera l'objet d'une ouverture de négociation en 2006.

## **Article 6**

### *Prise en compte du congé parental dans l'ancienneté du gérant-mandataire*

Les parties conviennent d'ouvrir la négociation en vue de l'examen de la prise en compte du congé parental dans l'ancienneté du (de la) gérant(e)-mandataire en 2006.

## **Article 7**

### *Dates d'application et publicité*

Les dispositions des articles 2 et 3 sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2006. Celles de l'article 4 entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Fait à Paris, le 27 juin 2006.

(Suivent les signatures.)